

Pour nous joindre :

Association pour une
Solidarité Syndicale Étudiante

2570, rue Nicolet, Local 301
Montréal (Québec), H1W 3L5
514 390-0110

Pour joindre l'exécutif : executif@asse-solidarite.qc.ca

Pour l'équipe du journal :
ultimatum@asse-solidarite.qc.ca

Les photos sont tirées du photo-reportage des mobilisations :
www.http://ase.ath.cx/badacid/ l'auteur peut être joint à
l'adresse suivante : badacid@altern.org

suite de la couverture

calauréat bénéficient de la remise de dette promise. Les étudiantes et étudiants qui choisissent le secondaire professionnel sont délaissés. L'offre n'affecte également pas l'aide financière attribuée au 2^e et 3^e cycles universitaires, où les plafonds de prêts sont les plus élevés. Deuxièmement, pour bénéficier de la remise de dette, il faut obtenir son diplôme dans un " délai raisonnable ". Ici, la population étudiante se fait doublement avoir. D'un côté, cela exclu les étudiants et les étudiantes qui décident de changer de programme durant leurs études alors que de l'autre, on exclu également ceux et celles qui décident de prolonger l'obtention de leur diplôme, en répartissant leur programme sur une session de plus que prescrit, par exemple.

Le RPR disparaît

L'offre du ministre précise aussi que le programme de remboursement proportionnel au revenu, annoncé au début de la session par Pierre Reid, en dorénavant remplacé par les nouvelles mesures. Ainsi, peu importe la dette contractée et la situation financière postdiplomation, tous les intérêts (déterminés par la banque) devront être payés par l'étudiante et l'étudiant jusqu'au remboursement complet de la dette. Les personnes qui contractent une dette d'études sans obtenir leur diplôme, peu importe la raison, ainsi que ceux et celles qui ne trouvent pas d'emploi après leurs études, sont complètement délaissés.

Conclusion

Lorsqu'on fait le compte, ce n'est pas les plus démunis qui bénéficient de cette offre; ce sont uniquement les plus performants et performantes qui ont la chance d'étudier dans un domaine contingenté! De quoi justifier l'appui donné par la Fédération des chambres de commerce de Montréal au ministre...

LE PQ NOUS APPUIE... OU S'APPUIE SUR NOUS ?

On a vu ces derniers jours les membres de l'opposition officielle, les député-e-s du Parti québécois, arborer fièrement le carré rouge à l'Assemblée nationale et talonner le ministre de l'éducation de questions sur l'éventuel règlement de la grève étudiante. On a entendu Pauline Marois reconnaître que les autres recours du mouvement étudiant avait été épuisés. On a vu également l'aile jeunesse du PQ se prononcer en faveur de la gratuité scolaire, encore une fois sous le signe du carré rouge.

Certes, que nos symboles de luttes et nos revendications soient ainsi relayés jusqu'au cœur du système politique, il faut y voir une marque du succès indéniable de notre mobilisation. Le mouvement de grève étudiante a atteint une telle ampleur qu'il est devenu incontournable pour quiconque prétend s'opposer au gouvernement en place. Ceci dit, il n'en faut pas moins demeurer critiques, convenir que tous les appuis et tous les alliés ne se valent pas et recon-

naître l'opportunisme politique d'un parti qui cherche surtout à préparer son retour au pouvoir.

Mais pourquoi réserver un accueil aussi froid à l'appui du Parti québécois ? Parce qu'en matière de mépris du droit à l'éducation, ce parti n'a pas de leçon à donner aux libéraux. Faut-il rappeler que sous la gouverne péquiste, à partir de 1997, les coupures dans le budget de l'éducation ont atteint près de 2 milliards \$? Faut-il rappeler la prolifération des frais champignons, la taxe à l'échec, les politiques favorisant la privatisation ? Faut-il rappeler enfin la tentative de dégel des frais de scolarité, avortée in extremis grâce à une autre grève générale étudiante en 1996 ? L'évidence crève les yeux : au pouvoir, le Parti québécois n'est pas un allié du mouvement étudiant. Son appui de circonstance ne nous trompe pas.

ULTIMATUM

Express 21 mars 2005

En réponse aux offres du ministre Association pour une Solidarité syndicale Étudiante

OFFRE DU MINISTRE FOURNIER : UN " SHOW DE BOUCANE " RIDICULE

Le ministre dévoilait récemment ses propositions pour calmer la grogne étudiante. Loin de s'attaquer au problème de l'endettement, le ministre nous jette de la poudre aux yeux. Il nous propose quelques mesures élitistes qui, vraisemblablement, ne sauront refroidir les ardeurs du mouvement étudiant.

Le ministre de l'Éducation, Jean Marc Fournier, est catégorique : l'offre présentée est finale et non négociable. Soucieux de toucher une corde sensible, le ministre insiste à tort et à travers que son offre est avantageuse pour " les plus démunis ". Il répète cette expression tellement souvent que ça frise le ridicule. Son offre est elle aussi bonne qu'il le prétend sans relâche, à coup de déclarations, d'entrevues et de publicités? Afin de d'évaluer sa valeur, rappelons d'abord quelles sont nos demandes.

La réforme, pas juste 103 millions!

La revendication adoptée par les membres de la CASSÉE, certaines associations indépendantes et même quelques unes de la FECQ et la FEUQ en assemblée générale, stipule que nous exigeons l'abolition rétroactive de la réforme. Cette demande n'implique pas uniquement le réinvestissement des sommes coupées directement du budget de l'aide financière; elle implique également la mise au rancart des changements fonctionnels du système.

Plusieurs de ces changements ont pour effet de retirer complètement la gestion de l'aide financière par l'étudiant, notamment par le versement dorénavant mensuel du prêt. De plus, la somme complète d'aide financière est maintenant attribuée sous forme de prêt jusqu'à la fin de l'année, lorsque le gouver-

ment rembourse partiellement le prêt en versant directement une somme (bourse) à l'institution bancaire. L'effet de cette mesure est clair : étant donnée que le système repose entièrement sur des prêts, les coûts en intérêts explosent. Finalement, la réforme instaure un plafond d'aide flottant (il était fixe avant celle-ci) qui permet au ministère de l'Éducation d'augmenter le montant des prêts en deux temps trois mouvements si jamais les frais de scolarité sont revus à la hausse, ce que le parti libéral a clairement énoncé dans ses intentions futures. Une porte grande ouverte au dégel a donc été créée.

Une offre piégée

Financièrement, l'offre peut effectivement sembler intéressante : réduction de 40% de la dette après 5 ans et baisse du plafond des prêts (250\$ par année au collégial et 500\$ par année au baccalauréat). Un examen un peu plus poussé nous force à constater, par contre, que cette offre n'est qu'un " show de boucane " destiné à berner la population étudiante et le public. L'offre présentée à la population étudiante exclut toute

modification fonctionnelle du système d'aide financière. L'attribution mensuelle demeure, l'aide financière n'est qu'un gros prêt et le plafond est toujours flottant. En plus, l'application des nouvelles mesures est truffée de conditions. Premièrement, seule la population étudiante au collégial technique et au bac-



Le 17 mars, quelques centaines d'étudiantes et d'étudiants insulté-e-s par les offres du ministre, bloquaient le pont du casino.

suite au verso

Pour plus d'information : www.asse-solidarite.qc.ca

Pour plus d'information : www.asse-solidarite.qc.ca

STRATÉGIE DE PERTURBATION

21-25 SEMAINE DE PERTURBATION ÉCONOMIQUE

24 MARS MANIFESTATION À QUÉBEC

3 semaines de grève et toujours pas de proposition intéressante offerte par le ministre Fournier !! Les étudiants et étudiantes ont manifesté-e-s à plusieurs reprises et ont organisé-e-s quelques actions....nous pouvons constater que cela n'est pas suffisant !! Le ministre méprise la population étudiant et ne veut toujours pas considérer nos revendications. Il faut donc d'augmenter la pression pour obtenir des gains. Une stratégie

de perturbation tant au niveau administratif, gouvernementale, qu'économique a été adopté par la coalition de l'ASSÉ élargie, parce qu'il est plus que temps que les étudiants et étudiantes s'organisent et perturbent l'économie de notre système. C'est par nos actions et mobilisations que nous feront entendre les revendications au ministre de l'éducation, et c'est en exerçant une telle pression que nous le feront plier.

CALENDRIER

14 AVRIL

TROISIÈME ANNIVERSAIRE
D'ÉLECTION DU PLQ

1^{ER} MAI

JOURNÉE DES TRAVAILLEURS
ET DES TRAVAILLEUSES

7 ET 8 MAI

CONGRÈS D'ORIENTATION
DE L'ASSÉ

28 ET 29 MAI 2005

CONGRÈS ANNUEL
DE L'ASSÉ

Entente à rabais : une crainte fondée

Après trois semaines de grève et malgré les manœuvres douteuses du ministre Fournier pour en freiner l'élan, le mouvement étudiant québécois ne s'essouffle toujours pas dans sa lutte contre le gouvernement Charest pour une éducation libre et accessible. Au contraire, la grève générale illimitée, qui connaît une croissance fulgurante depuis la fin février, a montré sa vigueur ces derniers jours par des votes de renouvellement massifs dans plusieurs établissements et par l'entrée en grève de nouvelles forces inattendues, comme celles de l'AÉESG-UQAM (Gestion UQAM). Le message est clair : personne ne veut des offres mystificatrices du ministre.

Malgré sa force, une menace bien réelle plane sur le mouvement de grève : celle de sa récupération par les fédérations étudiantes et de l'adoption d'une offre à rabais. La crainte est bien fondée et s'explique notamment par le dénouement de la grève générale illimitée de 1996 où la FEUQ et la FECQ avaient accepté de marchander le maintien du gel des frais de scolarité contre la taxe à l'échec.

Aujourd'hui, le péril se fait de plus en plus pressant alors que la FEUQ a fait part de son ouverture à considérer une offre de réinvestissement inférieure aux 103 millions. Non seulement les fédérations ne mettent-elles de l'avant qu'une seule revendication, le retour des 103 millions, mais en plus, leur demande se voit de plus en plus dépouillée. Les fédérations

ne réclament même pas le remboursement rétroactif des coupures de cette année qu'elles jugent " irréaliste ".

Dès raisons structurelles et la tendance historique de la FEUQ et de la FECQ à privilégier la concertation et le lobbying plutôt que la mobilisation et la création d'un rapport de force expliquent leur propension à la concession qui a mené à une série de reculs en éducation depuis dix ans. Grosses machines bureaucratiques, les fédérations ont également l'habi-



Manifestation de déclenchement de la grève, 3 mars à Sherbrooke

tude de négocier au sommet en négligeant les membres à la base.

La prééminence de la FEUQ et de la FECQ sur le mouvement étudiant et leur faible caractère revendicateur expliquent leurs liens privilégiés avec le gouvernement. Il est en effet à l'avantage du ministre Fournier de dialoguer avec des associations nationales qui mettent de l'avant des revendications " réalistes et responsables ". Seules à la table de négociation, ayant leurs accès auprès de tous les grands médias, les fédérations ont le pouvoir de sérieusement ébranler,

sinon arrêter, le mouvement de grève dès le moment où elles annonceront une " entente ".

Ce danger devient de jour en jour plus important alors que la FEUQ, dont le poids sur le terrain après l'apothéose constitué par la manifestation monstre du 16 mars se fait plus faible, est pressée de conclure une entente. L'enjeu est celui du contrôle de la grève et de ces impacts sur le mouvement étudiant. Les fédérations veulent retirer les bénéfices d'une victoire qu'elles s'attribueraient tout en évitant d'être dépassées par le mouvement de grève à la base. Dans ce contexte, les possibilités d'entente à rabais ne manquent pas alors qu'un certain discours de droite martèle avec insistance la pertinence d'un dégel des frais de scolarité.

Devant cette menace, nous nous devons de répondre par plus de mobilisation et de fermeté dans la poursuite de la grève. La CASSÉE et la force du mouvement sur le terrain mettent de la pression sur les fédérations afin qu'elles ne puissent faire de concession sans en payer un important coût politique. À tel point qu'une entente à rabais négociée par la FEUQ pourrait être rejetée par le mouvement et lui coûter très cher en menant éventuellement à des désaffiliations. Nous devons donc avoir confiance dans la force croissante de la CASSÉE, dans la solidité du mouvement de grève et continuer notre lutte jusqu'au bout.

NOS REVENDICATIONS

BIEN PLUS QUE 103 MILLIONS

Avec le rapport de force que les étudiants et étudiantes sont en train d'établir, il sera ridicule de rester à demander 103 millions! C'est quoi 103, lorsqu'on pense à toutes les coupures qu'a subit le système d'éducation dans les dernière année, quand on pense aussi aux systèmes des prêts et bourses qui était déjà mal foutu, insuffisant bien avant la réforme. Qu'on pense encore à la privatisation du réseau collégial, qui continue à grand pas... 103 millions c'est rien. Alors n'ayons pas peur de prendre position en Assemblée Générale et dans les rues, on fait la grève pour gagné quelques choses, pour améliorer le système d'éducation et lancé des débat de société.

Les revendication de la Coalition de l'ASSÉ élargie :

Nous exigeons du gouvernement qu'il abolisse la réforme de l'Aide Financière aux Études,

qu'il renonce à tout projet de décentralisation et d'arrimage au marché du réseau collégial;

le tout dans une perspective de gratuité scolaire et d'éradication de

